
Pour participer à notre effort, vous pouvez :

- nous signaler des informations
 - visiter et faire visiter notre site
 - vous inscrire à nos newsletters et les diffuser
 - devenir membre
 - nous faire un don au CCP 10-747881-0
-

MERCI

À tous les membres, donateurs, organisations partenaires et collectivités qui nous soutiennent et croient en l'utilité de notre mission.

À toutes les personnes qui nous signalent des informations, qui relisent nos documents avant leur publication ou qui participent à nos conférences de presse, ainsi qu'à celles qui les diffusent auprès de leurs contacts ou dans leurs actions.

Aux personnes bénévoles qui appuient notre travail au quotidien, et tout particulièrement à Laure Faessler-Rusterholz et Suzanne Rivier.

Aux membres sortants du Comité, Sophie Malka et Roger Macumi.

Au syndicat SIT qui met à notre disposition un local, une infrastructure bureautique et l'amitié de ses collaboratrices et ses collaborateurs.

À Caritas Neuchâtel ainsi qu'à la Fraternité (CSP Vaud), qui accueillent tour à tour les séances du Comité.

Et à l'atelier Galiffe du CSP Genève, qui répond toujours présent pour la mise sous pli et l'envoi de nos rapports à plus d'un millier d'adresses.

PLUS D'INFOS SUR odae-romand.ch

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE)
Case postale 270 | 1211 Genève 8 | 022 310 57 30
odae-romand.ch | info@odae-romand.ch
Genève, avril 2014

rapport
d'activités
observatoire
romand
du droit d'asile et des étrangers
2013

- Amnesty International – Gr. 68 Montagnes NE
- Amnesty International – Gr.73 Monthey VS
- Amnesty International – Groupe de Fribourg
- Amnesty International – Groupes de Genève
- Appartenances – Genève
- Assoc. de déf. des travailleurs (ADETRA) GE
- Assoc. s. des Centres sociaux protestants (CSP)
- Aumônerie genevoise œcuménique AGORA
- Aumônerie œcuménique asile Vallorbe VD
- Bel Horizon - La Chaux de Fonds NE
- Camarada - Centre pour femmes migrantes GE
- Caritas Jura
- Centre de contact Suisses-Immigrés – Fribourg
- Centre de contact Suisses-Immigrés – Genève
- Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)
- Centre social protestant – Genève
- Centre social protestant VD
- Centre Suisses-Immigrés VS
- Cercle des amis de Cornélius Koch
- Collectif de soutien aux sans papiers GE
- Communauté chrétienne de base de Chêne
- Communauté chrétienne de base de Pont d'Arve
- Communauté chrétienne de la Providence FR
- Communauté GE d'action syndicale (CGAS)
- Commune de Bussigny VD
- Commune de Courchapoix JU
- Commune de Courrendlin JU
- Commune de Meinier GE
- Commune de Plan-les-Ouates GE
- Commune du Chenit (anciennement Sentier) VD
- Commune du Landeron NE
- Commune eccl. cath.-rom. de Lajoux JU
- Commune eccl. cath.-romaine de Porrentruy JU
- Commune ecclésiastique de Corban JU
- Conf. univ. des assoc. d'étudiants (CUAE) GE
- Coord. contre l'exclusion (Stonexclusion) GE
- Coordination asile.ge
- Couvent Ste-Ursule VS
- Croix-Rouge Valais
- Eglise catholique chrétienne – Genève
- Eglise catholique romaine à Genève – COTMEC
- Eglise cath. romaine Vaud – FEDEC
- Eglise évangélique réformée VD
- Eglise protestante de Genève
- ELISA – Asile GE
- Entraide protestante suisse (fondation) – Zurich
- Entraide protestante suisse (secrétariat romand) – Lausanne
- Fédération genevoise de coopération (FGC)
- Groupe d'accueil de réfugiés La Chaux de Fonds
- Groupe de soutien aux familles de migrants Payerne
- Groupe quaker de Genève
- Groupe sida Genève
- Groupe solidarité – Genève
- Kkf / Oca Conseil en Vue du retour – Berne
- l'enfantaisie – Bienne
- Les Communistes – Genève
- Les Verts – Genève
- Ligue suisse des droits de l'homme GE (LSDH)
- Loterie romande
- Œuvre missionnaire de Ste Clotilde VS
- Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) Genève
- Paroisse catholique de Martigny VS
- Paroisse cath.-rom. de St Imier BE
- Paroisse év.-réf. de Châtel-St-Denis-La Veveysse FR
- Paroisse év.-réf. de St Imier BE
- Paroisse év.-réf. de Tarmelan BE
- Paroisse év.-réf. gén. de Bienne BE
- Paroisse réf. fr. de Corgémont BE
- Paroisse Saint Marc - Petit-Lancy GE
- Paroisse St Gervais-Pâquis GE (diaconie)
- Parti démocrate chrétien de Genève (PDC)
- Parti ouvrier et populaire du Jura (POP)
- Parti POP vaudois – section de Renens
- Parti socialiste de Meyrin et Cointrin
- Parti socialiste de Vernier
- Parti socialiste genevois
- Petites Sœurs de Jésus - Genève
- Point d'Ancre – Fribourg
- Réseau vs de solidarité avec les migrants (RéSolMi)
- Services industriels genevois - Fonds mécénat
- Sœurs de Ste Marthe FR
- Sœurs de St-Vincent de Paul - Morges
- Solidarité Femmes GE
- SolidaritéS - Genève
- SOS-Asile Vaud
- Syndicat des services publics – Jura (SSP-JU)
- Syndicat interprofessionnel de travailleurs GE (SIT)
- Syndicat SYNA – Travail suisse – Genève
- Syndicat UNIA Genève
- Syndicat UNIA La Chaux de Fonds
- Syndicat UNIA, région transjurane
- Syndicat UNIA Suisse
- Terre des Hommes Suisse
- Université populaire albanaise GE
- Ville de Carouge GE
- Ville de Delémont JU
- Ville de Genève
- Ville de Lancy GE
- Ville d'Onex GE
- Vivre Ensemble, service d'information sur l'asile

En matière d'asile et d'immigration, 2013 a été une année «**D**». Non pas comme «Droits humains», mais comme «Durcissement» et «Dissuasion*». L'Observatoire a innové et, pour la première fois, appelé ses membres à s'adresser directement par lettre à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, en l'interpellant sur *le caractère inhumain de la politique de dissuasion*.

Accélération, c'était la promesse qui a conduit en juin 2013 au refus du référendum contre les «mesures urgentes en matière d'asile», des mesures qui seront sans doute prolongées pour quatre années supplémentaires, jusqu'en 2019! Phase de test, suppression de la procédure d'asile en ambassade...

L'Observatoire continuera de jouer son rôle de rapporteur de la réalité du terrain, *de porte-parole des personnes sans voix*. Nous analyserons la capacité de ces mesures à répondre vite et bien aux personnes qui cherchent la protection de la Suisse à juste titre, ici ou depuis l'étranger. **La durée des procédures en matière d'asile**, ce sera justement le sujet du 2e rapport commun des trois observatoires régionaux, piloté par l'ODAE romand et à paraître en mai 2014.

Les rapports thématiques romands s'avèrent eux aussi de plus en plus utiles. Ils sont largement distribués, atteignent des publics nouveaux et, surtout, sont repris par des tribunaux dans leurs décisions. En 2014, nous préparerons un 3e rapport thématique romand sur *le statut précaire d'admission provisoire*, dont la publication est prévue en 2015.

À l'avenir, un autre défi de taille se profile, à savoir l'insécurité pour les étrangers et les dangers résultant du vote du 9 février passé. Contingents et «immigration choisie» selon les intérêts économiques de la Suisse n'augurent rien de bon pour les plus faibles: les demandeurs d'asile, les personnes peu qualifiées et les familles en attente de regroupement familial.

Améliorer notre communication, atteindre de nouveaux publics tout en fidélisant nos lecteurs «traditionnels», vulgariser nos constats de terrain – ce sont autant d'objectifs *pour l'année en cours* que nous nous efforçons de réaliser et sans tarder puisque, vous l'aurez remarqué, notre logo a changé, de même que le graphisme de ce nouveau Rapport annuel.

En tant que membres de l'ODAE romand, vous pouvez participer activement à notre effort, que ce soit en portant les résultats de notre travail à la connaissance de votre entourage, en interpellant les politiciens que vous connaissez, en écrivant aux médias (courriers de lecteur). Mettre à disposition de l'association les moyens financiers nécessaires *pour qu'elle puisse travailler et fonctionner* est aussi un moyen de participer activement à notre mission. Vos cotisations et vos dons font vivre l'Observatoire, sont indispensables dans une période difficile sur les plans politique et budgétaire – merci d'avance de continuer à nous soutenir!

*voir le Rapport annuel d'observation 2013

Inge Hoffmann

2013 EN CHIFFRES

- > 17 fiches décrivant de façon fiable des cas concrets
- > 29 infos brèves publiées sur notre site internet
- > 1 rapport d'observation
- > 1 conférence de presse et plus de 10 articles ou reportages dans les médias
- > 5 messages aux parlementaires fédéraux et 1 interpellation basée sur nos informations
- > 100 correspondant-e-s dans toute la Suisse romande
- > 4 newsletters diffusées à 640 abonnés
- > Près de 58'000 visites sur notre site internet

DOCUMENTS PUBLIÉS

FICHES DESCRIPTIVES

La publication de fiches descriptives portant sur des cas réels est au cœur du travail de l'ODAE romand. Ces fiches ont pour objectif premier d'illustrer les conséquences sur le plan humain de l'application des lois sur l'asile et sur les étrangers, et souligner ainsi les dérives des textes législatifs et des politiques mises en œuvre. Suivant un format toujours identique, elles visent à décrire des situations souvent complexes d'une façon objective et accessible au plus large public. L'exigence que chaque fiche soit relue par des spécialistes et la fiabilité des informations présentées permettent qu'elles soient utilisées à des fins diverses: articles de presse, interpellations parlementaires, publications, campagnes de sensibilisation, travaux de recherche, etc. En 2013, 17 fiches ont été produites et diffusées par l'ODAE romand. Fin 2013, 231 cas avaient été documentés par les observatoires basés à Genève, Berne et St-Gall, tous disponibles sur notre site internet.

Objectif 2014: —> Publier une vingtaine de fiches descriptives

INFOS BRÈVES

En 2013, 29 infos brèves ont été publiées sur notre site. Cette rubrique, qui se veut le relai de l'actualité, permet de diffuser rapidement des témoignages et d'autres informations que nous transmettent nos correspondants ainsi que toute personne concernée par l'application des lois sur l'asile et sur les étrangers. Elle représente aussi une excellente manière de rester au courant des derniers développements législatifs, jurisprudentiels ou politiques dans le domaine.

Objectif 2014: —> Publier à nouveau près de 30 infos brèves

RAPPORT ANNUEL D'OBSERVATION

En novembre 2013 est paru notre sixième rapport annuel d'observation, intitulé «Politique migratoire et d'asile en Suisse. Un mot d'ordre: dissuasion». Cette publication contient une synthèse des observations effectuées durant l'année écoulée. Notre analyse des cas est mise en perspective avec l'actualité dans le domaine de l'asile et de l'immigration. Cette année, l'accent a notamment été mis sur l'accélération sélective de la procédure d'asile, la prise en compte insuffisante de l'intérêt supérieur de l'enfant et l'utilisation de la détention en matière administrative et pénale pour pousser certaines personnes à quitter la Suisse. Comme chaque année, le lancement du rapport d'observation a bénéficié d'une bonne couverture médiatique. Accessible sur notre site internet, le rapport a également été diffusé à plus de 1'100 adresses postales et aux 640 abonnés à notre newsletter électronique.

En accompagnement à cette publication, l'ODAE romand a souhaité rendre ses membres, et toute personne intéressée, parties prenantes à son travail. Sur la base des constats contenus dans le rapport, une lettre-type a été élaborée et diffusée afin que celles et ceux qui le souhaitent puissent interpeller la Conseillère fédérale en charge de l'asile et de la migration, Madame Simonetta Sommaruga. Le but de la démarche était de réclamer des gestes significatifs, afin de rendre la pratique de l'Office fédéral des migrations plus conforme aux droits fondamentaux des personnes migrantes et demandeuses d'asile. Fin 2013, l'envoi de près de 50 lettres à Mme Sommaruga nous avait été communiqué.

Objectif 2014: —> Publier un 7^e rapport d'observation et en accroître l'impact médiatique et politique

RÉSEAU DE CORRESPONDANTS

Notre travail d'observation est rendu possible par l'engagement d'une centaine de correspondants sur le terrain, œuvrant dans la défense et l'accompagnement des personnes migrantes et des requérants d'asile en Suisse romande. C'est ce réseau qui nous transmet les cas que nous documentons et qui en confirme l'exactitude avant toute publication. Constitué principalement de juristes et de travailleurs sociaux, il se compose également de personnes engagées bénévolement ou qui se trouvent être en contact avec la population migrante. Outre les contacts indi-

viduels avec les correspondants, l'ODAE romand participe aux séances de la Coordination asile.ge et de la Plateforme des associations actives en droit des étrangers à Genève, ainsi qu'à celles de la Conférence romande des collaborateurs de permanences pour requérants d'asile (COPERA) qui se tiennent alternativement à Lausanne et à Neuchâtel.

Objectif 2014: —> Garder un lien régulier avec notre réseau romand et continuer à le développer

RETOMBÉES CONCRÈTES de nos informations

TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Nous avons poursuivi notre pratique consistant à informer de façon régulière une cinquantaine de parlementaires fédéraux romands et tessinois. Des messages leur ont été transmis avant chaque session parlementaire ordinaire ou extraordinaire, soit à cinq reprises en 2013. Reflétant la situation sur le terrain, les exemples fournis sont accompagnés de commentaires en lien avec l'actualité législative, afin de leur permettre de prendre position et d'interpeller le gouvernement fédéral sur la base de nos informations.

Nous avons également continué d'aller à la rencontre des élus fédéraux. La coordinatrice de l'ODAE romand s'est rendue au Parlement en septembre et décembre 2013. Ces visites lui ont permis de renouer les contacts existants et de faire

connaître le travail de l'Observatoire auprès de nouveaux parlementaires romands.

Le 23 septembre 2013, Madame Josiane Aubert, Conseillère nationale, a déposé un texte en lien direct avec deux de nos cas: 13.3764 – Interpellation. «ODM. Jusqu'où l'économie de procédure peut-elle conduire?» Par ailleurs, des démarches non publiques ont été entreprises par des parlementaires sur la base de nos cas, dans le but d'encourager un traitement plus humain de situations similaires par les autorités fédérales.

Objectifs 2014: —> Poursuivre notre travail d'information à l'intention des parlementaires fédéraux —> Susciter de nouvelles interpellations ou autres démarches sur la base de nos informations

MÉDIAS

Depuis ses débuts, l'ODAE romand a bénéficié d'une attention toujours plus importante de la part des médias romands qui viennent nombreux à nos conférences de presse et nous contactent régulièrement pour des questions ou des interventions en lien avec l'actualité. Plusieurs d'entre eux sont également abonnés à notre newsletter. Les articles publiés et nos interventions dans les médias constituent un outil non négligeable d'information et de sensibilisation du public.

Le 20 novembre 2013, une conférence de presse a été organisée afin de présenter le rapport annuel d'observation. Des personnes chargées de la défense individuelle et collective des personnes migrantes et demandeuses d'asile ont été invitées à faire part de leurs constats de terrain. L'avocat genevois Pierre Bayenet a illustré la pratique en matière de mise en détention et de renvoi sous contrainte. Aldo Brina, chargé d'information sur les réfugiés du Centre social protestant de Genève et membre du comité de l'ODAE romand, a évoqué les révisions en cours en matière d'asile. Enfin, Nicole Michel du Centre Suisses-Immigrés du Valais a fait part du cas d'une jeune mère kosovare renvoyée sans son enfant dans un pays qu'elle connaît à peine. Les retombées ainsi que le dossier de presse peuvent être consultés sous la rubrique «Conférence de presse» de notre site internet.

En parallèle à ce rendez-vous annuel avec la presse, l'ODAE romand est régulièrement sollicité pour des informations, voire des interviews. Le 11 octobre 2013, nous avons participé pour la première fois à l'émission «Le droit chemin» sur la chaîne régionale La Télé (Vaud et Fribourg). Par ailleurs, la presse utilise parfois spontanément certaines des informations que nous publions sur notre site internet. En 2013, nous avons répertorié plus d'une dizaine d'articles de presse, d'interviews ou de reportages en lien avec le travail de l'ODAE romand. Chacune de ces retombées médiatiques se trouve dans la rubrique «Impacts» de notre site.

Objectifs 2014: —> Continuer à susciter des articles sur la base de nos constats —> Assurer un bon suivi lors de la conférence de presse de lancement du rapport d'observation en automne —> Organiser une conférence de presse à Berne au printemps, en partenariat avec les observatoires de Berne et St-Gall

RÉSEAUX ET CONFÉRENCES

En mai 2013, dans le cadre du colloque «Le droit d'asile face aux réformes» organisé par le Centre de droit des migrations de l'Université de Neuchâtel, l'ODAE romand a été invité à une table ronde avec le directeur de l'Office fédéral des migrations (ODM) et des représentantes de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et d'Amnesty International. Le débat visait à inventorier quelques uns des écueils à éviter dans le cadre des réformes du système de l'asile. Cela a fourni une nou-

velle occasion de diffuser le rapport « Renvois et accès aux soins », édité en septembre 2012 en partenariat avec le Groupe sida Genève, et d'en évoquer publiquement les principales préoccupations à la lumière des nouveaux durcissements annoncés.

Dans le prolongement du rapport « Femmes étrangères victimes de violences conjugales » publié en 2011 et réédité en 2012, la coordinatrice de l'ODAE romand a participé à deux événements en 2013. Le premier était un atelier régional organisé par l'ODM et le Bureau fédéral sur l'égalité entre femmes et hommes au mois de juin autour de l'application de l'article 50 de la Loi sur les étrangers. À cette occasion, des questions précises et des constats de terrain ont pu être posés et les positions des services spécialisés, des associations, des offices cantonaux de la population et des migrations, ainsi que celles de l'ODM, ont été explicitées. En septembre, une présentation a été faite sur invitation des Conférences latine et alémanique de lutte contre les violences domestiques, à propos du travail mené en réseau sur les plans romand, national et international dans le domaine. Suite à cela, l'ODAE romand a co-animé avec la Fraternité du CSP Vaud un atelier sur la question, lors duquel des contacts ont été noués avec des services cantonaux sur l'égalité et une bonne diffusion du rapport a été assurée.

Par ailleurs, de nombreuses institutions reprennent spontanément nos informations afin d'étayer leurs prises de position ou en vue d'informer leurs membres. Au sujet de la collaboration avec les observatoires de Berne et de St-Gall, voir la rubrique Structure associative ci-dessous.

Objectifs 2014: —> Mettre en route un troisième rapport thématique romand en collaboration étroite avec d'autres organisations
—> Assurer le suivi des deux rapports déjà publiés et des collaborations qu'ils ont suscitées

AUTRES IMPACTS

Notre travail a été reflété à différents niveaux en 2013. L'un des impacts les plus significatifs a été sans doute la décision du Tribunal administratif fédéral (TAF) de décembre 2013, admettant le recours de « Nadège » et renvoyant l'Office fédéral des migrations au rapport « Renvois et accès aux soins ». Celui-ci avait été adressé au Président du Tribunal au moment de sa publication en septembre 2012. Dans sa décision, le TAF exige de l'Office qu'il réexamine la situation de « Nadège » compte tenu de la note de synthèse sur l'accès aux soins pour les personnes atteintes du VIH au Cameroun contenue dans notre rapport. Une chance est désormais donnée à « Nadège » pour faire reconnaître qu'un retour dans son pays aurait de graves conséquences sur sa santé. Au-delà de ce cas individuel, un examen plus attentif de la part de l'ODM devra s'imposer dans toute situation similaire.

Nous sommes par ailleurs régulièrement sollicités afin de fournir soit des exemples choisis, soit nos analyses de la réalité du terrain en Suisse romande. Plusieurs échanges ont eu lieu avec des chercheurs, étudiants ou professionnels de divers domaines. À titre d'exemple, certaines de nos fiches descriptives ont été utilisées dans le cadre d'un travail universitaire sur les mesures urgentes en matière d'asile, mis en ligne en mai 2013. Une agence de production nous a également sollicités pour pouvoir s'inspirer de nos cas dans le cadre de la réalisation d'un film de fiction lié à la problématique de la migration. Enfin, plusieurs interviews ont été organisées avec des étudiants et chercheurs sur des questions précises relevant du droit d'asile et des étrangers, ou sur le travail de l'Observatoire. À ces sollicitations s'ajoutent celles de personnes directement concernées par les décisions en matière d'immigration et qui cherchent à obtenir des renseignements sur la légalité du traitement qui leur est réservé. Ceci nous donne la possibilité de les diriger vers les permanences juridiques compétentes, mais également de récolter parfois des témoignages de première main.

Objectifs 2014: —> Continuer à assurer une diffusion large de nos cas —> Créer une liste permanente d'envoi de nos rapports aux instances cantonales et fédérales



MOYENS DE DIFFUSION ÉLECTRONIQUES

SITE INTERNET

En 2013, les visites de notre site internet (odae-romand.ch) ont continué leur progression. En moyenne mensuelle, le site a été consulté à environ 4'800 reprises, soit 800 de plus qu'en 2012. Un pic de près de 7'500 visites a été enregistré en janvier, soit juste après l'adoption de nouvelles modifications de la Loi sur l'asile par le Parlement fédéral le 14 décembre 2012.

Cette constante augmentation du nombre de visites confirme la place de notre site internet en tant que source d'informations fiables sur les questions d'asile et de droit des

étrangers. Régulièrement mis à jour, il constitue également un outil de recherche ciblé et complet, souvent utilisé par des chercheurs, étudiants ou praticiens. Son référencement sur le site d'autres organisations, telles que Vivre Ensemble et Stopexclusion, ainsi que par le site d'information valaisan 1dex, permet par ailleurs d'améliorer la visibilité de nos publications électroniques.

Objectif 2014: —> Continuer d'accroître le nombre de visites sur notre site internet

NEWSLETTER

Fin 2013, le nombre d'abonnés à notre newsletter était de 640, soit une trentaine d'inscriptions supplémentaires par rapport à l'année précédente. Quatre éditions de la newsletter ont été diffusées par envoi électronique aux personnes intéressées. Chacun de ces courriels présente une sélection des derniers cas documentés et des dernières infos brèves, à laquelle s'ajoute la présentation des dernières publications de l'ODAE romand et de certains articles de presse, interpellations parlementaires ou publications mentionnant nos informations.

Deux envois ad hoc ont également été assurés en 2013.

En avril, un communiqué de presse des Observatoires du droit d'asile et des étrangers a été diffusé à l'occasion de la publication de la 200^e fiche descriptive. Le rapport d'observation 2013 a lui aussi été transmis à la liste d'abonnés à la newsletter en novembre, accompagné de la lettre-type à adresser à Madame Sommaruga. D'autres organisations telles que la Coordination asile.ge, Stopexclusion et le Centre de Contact Suisses-Immigrés de Genève ont relayé ce message auprès de leurs réseaux.

Objectif 2014: —> Augmenter encore le nombre d'abonnés à notre newsletter

STRUCTURE ASSOCIATIVE

POSTES DE TRAVAIL

Coordination: Mariana Duarte (congé maternité jusqu'en avril)

Coordination ad interim: Marisa Pardo (janvier à avril)

Assistante de coordination: Mélissa Llorens (jusqu'en avril)

Stagiaire: Laura Nimis (août à décembre)

De janvier à avril 2013, le remplacement de la coordinatrice Mariana Duarte a été assuré par l'ancienne stagiaire, Marisa Pardo, en qualité de coordinatrice ad interim à 80%, soutenue par Mélissa Llorens, assistante de coordination à 20% depuis août 2012. À la fin de son congé maternité en mai 2013, Mariana Duarte a repris son poste de coordinatrice à 90%. D'août à décembre, Laura Nimis est venue épauler la coordinatrice, occupant le poste de stagiaire à 60%. Pendant le congé de Mariana, le niveau de travail a été maintenu grâce au professionnalisme de Marisa et Mélissa, ainsi qu'au soutien indéfectible du Comité et des bénévoles de l'association. Un grand merci à Laura, Marisa et Mélissa qui ont contribué grandement à notre travail et bon vent pour la suite!

BÉNÉVOLES

Outre le Comité, d'autres personnes apportent leur précieuse aide au fonctionnement de l'association à titre bénévole. Il s'agit notamment de la comptable, Laure Faessler-Rusterholz, et de Suzanne Rivier, chargée de mettre régulièrement à jour notre fichier d'adresses. L'ODAE romand compte également sur un réseau de plus d'une centaine de correspondants qui nous signalent les cas que nous documentons. Enfin, un groupe de relecteurs composé d'une vingtaine de spécialistes du droit d'asile et des étrangers a pour mission de s'assurer de la qualité des informations et analyses que nous publions.

Objectif 2014: —> Conserver ce lien essentiel avec des bénévoles qui rendent possible notre travail

MEMBRES ET SOUTIENS

L'ODAE romand existe essentiellement grâce au soutien financier de ses membres et sympathisants. L'association dénombre 324 membres individuels et 80 membres institutionnels. Par ailleurs, nous comptons sur le soutien de près de 700 sympathisants individuels et 50 organisations, collectivités et paroisses. C'est grâce à leurs précieuses contributions que notre travail demeure possible.

Objectifs 2014: —> Maintenir la confiance et l'apport essentiel des membres et donateurs actuels
—> Faire connaître notre travail auprès de nouveaux membres et soutiens potentiels

COMITÉ —> À l'heure actuelle, le Comité est composé de 10 membres, ainsi que d'une suppléante, élus lors de l'assemblée générale du 27 novembre 2013:

Aldo Brina – collaborateur du secteur « réfugiés » au CSP de Genève

Anna Fadini – collaboratrice de la Fraternité du CSP Vaud à Lausanne

Magalie Gafner – juriste et sociologue au CSP Vaud à Lausanne

Inge Hoffmann, présidente – enseignante à l'Université populaire du Canton de Genève

Françoise Jacquemettaz – présidente du CSI à Sion

Suppléante: Fatxiya Ali Aden – assistante sociale au CSI de Sion

Eva Kiss – collaboratrice du CCSI à Genève

Fanny Matthey – collaboratrice scientifique de l'Université de Neuchâtel

Caroline Meraldi – collaboratrice du CCSI/SOS Racisme, Fribourg

Mélanie Müller-Rossel – responsable du secteur migration au CSP de Neuchâtel

Philippe Nussbaum – pasteur, président d'Elisa Jura bernois/Bienne, Saint-Imier

Issus de différents cantons romands et œuvrant dans le domaine du droit d'asile et des étrangers, les membres du Comité ont pour mission d'assurer la gestion stratégique et financière de l'association. Ils soutiennent également l'équipe dans certaines de ses activités et sont le relais de l'Observatoire dans leur canton respectif.

En 2013, le Comité s'est réuni à sept reprises, entre Neuchâtel et Lausanne. Il a connu l'arrivée de Magalie Gafner (Vaud), ainsi que deux départs: ceux de Sophie Malka (Genève) et Roger Macumi (Fribourg), que nous remercions de leur engagement pendant des années.

AU NIVEAU SUISSE

À l'échelle nationale, nous collaborons étroitement avec l'Observatoire de Suisse orientale (BAAO) à St-Gall et l'Observatoire suisse (SBAA) à Berne, qui documentent et publient également des cas concrets concernant l'application des lois sur l'asile et sur les étrangers. Le premier effectue ses observations en Suisse orientale, alors que le second se charge de documenter des cas provenant du reste de la Suisse alémanique. Les fiches descriptives rédigées par nos partenaires se trouvent, au même titre que les cas romands, sur notre site.

Tout en poursuivant le même but, les Observatoires du droit d'asile et des étrangers restent des entités autonomes. Dès 2012, un accord de collaboration a été conclu afin de permettre la réalisation de projets communs. Ainsi, un premier rapport national a été publié en mai 2012, intitulé « Regroupement familial et limitations au droit à la vie familiale ». En avril 2013, à l'occasion

de la publication de la 200^e fiche descriptive, celle-ci a été mise en ligne en français et en allemand et diffusée au moyen d'un communiqué de presse conjoint. Par ailleurs, des rencontres régulières ont permis de démarrer un deuxième projet commun courant 2013. Au printemps 2014, un rapport national piloté par l'ODAE romand devra ainsi voir le jour. Il portera sur l'accélération sélective de la procédure d'asile, entraînant des retards injustifiés pour les personnes qui ont le plus besoin de protection. D'ici fin 2014, un bilan sera tiré des trois années de collaboration en tant que Plateforme nationale des Observatoires et la faisabilité d'un troisième rapport national sera étudiée.

Objectifs 2014: —> Publier un deuxième rapport national sur la durée de la procédure d'asile

—> Poursuivre nos échanges réguliers avec les Observatoires alémaniques

FINANCEMENT

Le fonctionnement de l'ODAE romand est financé essentiellement par les cotisations et dons de ses membres et sympathisants. Ces contributions émanant d'individus, organisations, Églises, paroisses ou partis politiques se sont élevées à 72'000 frs en 2013. Notons en particulier la générosité de la Coordination asile.ge, de l'Église évangélique réformée du canton de Vaud, de l'Association des Centres sociaux protestants, d'Amnesty International – Groupes de Genève, de Stopexclusion, de l'Église catholique romaine du canton de Vaud, de l'Église protestante de Genève et de l'AGORA, chacune de ces institutions ayant versé une participation d'au moins 1'000 frs en 2013.

À ces contributions s'ajoute notre hébergement à titre gracieux par le syndicat SIT à Genève. Le maintien de ces soutiens remarquables – et de toute autre contribution, aussi modeste soit-elle – est non seulement encourageant, mais aussi une condition indispensable à la poursuite de notre travail d'observation en toute indépendance.

En 2013, quelques villes genevoises nous ont octroyé des subventions importantes, pour un total de 13'000 frs. Il s'agit de Genève, Carouge et Plan-les-Ouates. D'autres villes et communes romandes nous apportent également leur soutien, pour une somme totale de 550 frs.

À toutes celles et ceux qui ont rendu possible la poursuite de notre travail en 2013, nous exprimons ici notre profonde gratitude. La liste des institutions et collectivités qui nous soutiennent financièrement figure en page 2.

Objectif 2014: —> Relancer une souscription annuelle au printemps suivie d'un appel de dons en automne

BUDGET 2014

Salaires: Le budget prévoit une nouvelle valorisation de l'indemnité de stage, qui passe de 1'080 frs à 1'200 frs pour un 60%. De plus, la coordinatrice restera à 90%, mais seule une partie de ce taux de 10% supérieur à la norme sera couverte par le projet de rapport commun des Observatoires, qui s'achèvera à la fin du premier semestre. Une recherche de fonds active devra être à nouveau menée en 2014 afin d'éviter de grandes pertes.

Projets spéciaux: En 2012, la Loterie romande nous a versé 15'000 frs afin de nous permettre de développer une nouvelle charte graphique, que nous avons le plaisir de vous faire découvrir dans ce rapport d'activités. Ce travail a démarré en 2013 et se poursuivra tout au long de l'année 2014. Le projet d'un troisième rapport thématique romand doit démarrer en 2014. Il est mis au budget à hauteur de 8'000 frs, mais il n'est pas certain que sa publication se fasse cette même année, compte tenu des deux publications déjà prévues, celle du deuxième rapport des Observatoires au printemps et celle du rapport annuel d'observation de l'ODAE romand en automne.

La recherche de fonds relative aux projets spéciaux inclut également 2'000 frs de recettes anticipées suite à la diffusion du rapport des Observatoires.

COMPTES 2013

L'important déficit prévu lors de l'Assemblée générale de novembre 2013 s'est confirmé pour deux raisons. Tout d'abord, le Comité avait décidé de financer le congé maternité de la coordinatrice pour 16 semaines plus un mois et à 100% du salaire, en complétant le minimum légal de 16 semaines à 80%. Au total, cela correspond à un surcoût de 13'400 frs, dont il faut déduire un mois de stage de moins que prévu, pour arriver à près de 12'000 frs de charges supplémentaires. D'autre part, en 2013 nos frais courants devaient être couverts à hauteur de 20'000 frs pour la planification, coordination, rédaction et publication du deuxième rapport commun des Observatoires. Or, selon un accord passé entre ceux-ci, seul 40% de ce montant a été versé en 2013, soit 8'055 frs, en attendant la sortie dudit rapport au printemps 2014.

BILAN AU 31.12.2013

ACTIFS		PASSIFS	
Caisse	48.25	Passifs transitoires	1'043.80
Compte courant postal	30'722.45	Salaires à payer	1'010.81
Deposito	58'724.65	Fonds plateforme nationale	14'075.35
Débiteurs	—	Fonds dvlpt institutionnel (LoRo)	14'000.00
Actifs transitoires	11'115.73	Rapport santé (SIG)	132.95
		Capital propre	99'126.85
		Déficit 2012	-6'698.81
		Déficit 2013	-22'079.87
TOTAL ACTIFS	100'611.08	TOTAL PASSIFS	100'611.08

Les comptes tels que présentés ici sont une version provisoire, qui sera encore soumise à approbation par l'Assemblée générale en automne.

PRODUITS	BUDGET 2013	COMPTE 2013	BUDGET 2014
Contributions organisations	27'000.00	23'190.00	25'000.00
Contributions collectivités	12'300.00	13'550.00	10'000.00
Contributions individus	52'000.00	48'594.15	52'000.00
Contributions spéciales (Loyer SIT)	3'700.00	3'700.00	3'700.00
Recherche de fonds (Projets spéciaux)	—	150.00	10'000.00
Intérêts comptes postaux	300.00	237.05	300.00
Divers (Conférence art. 50 LÉtr)	—	299.00	—
Recettes diverses	300.00	536.05	300.00
Plateforme nationale des Observatoires	20'000.00	8'055.00	13'000.00
Informatique (Loterie Romande)	610.20	559.20	—
Rapport thématique romand (Rapport santé)	—	200.00	—
Développement institutionnel (Loterie romande)	15'000.00	1'000.00	12'000.00
Utilisation fonds spéciaux	35'610.20	9'814.20	25'000.00
TOTAL PRODUITS	130'910.20	99'534.40	125'400.00
CHARGES	BUDGET 2013	COMPTE 2013	BUDGET 2014
Salaires bruts	108'455.00	107'395.16	90'317.00
Charges sociales	18'100.00	14'021.49	15'231.00
Frais divers personnel ¹	200.00	507.00	200.00
Remboursement LMat ²	-18'603.00	15'190.35	—
Frais personnel	108'152.00	106'733.30	105'748.00
Bureau et téléphone	700.00	593.90	700.00
Envois en nombre ³	600.00	751.32	170.00
Frais postaux divers	500.00	154.40	500.00
Impressions ³	2'300.00	1'025.30	4'000.00
Petites fournitures	200.00	111.30	200.00
Frais compte postal	300.00	161.23	300.00
Frais courants divers	200.00	140.60	200.00
Loyer (SIT)	3'700.00	3'700.00	3'700.00
Charges courantes	8'500.00	6'638.05	9'770.00
Frais déplacements	1'200.00	1'047.70	900.00
Frais réunions	50.00	—	50.00
Frais séances	1'250.00	1'047.70	950.00
Matériel informatique	100.00	—	100.00
Site internet	200.00	185.00	185.00
Annuaire	270.00	221.52	265.00
Frais internet et informatique	570.00	406.52	550.00
Impression publications	3'000.00	3'389.20	7'300.00
Envoi publications ³	1'500.00	2'549.70	2'900.00
Elaboration publication	—	—	1'200.00
Frais de graphisme	500.00	—	8'400.00
Publications	5'000.00	5'938.90	19'800.00
Amortissements	610.20	610.20	—
Plateforme nationale des Observatoires	6'000.00	239.60	7'500.00
Développement institutionnel	15'000.00	—	4'000.00
Projets financés par fonds spéciaux	21'000.00	239.60	11'500.00
TOTAL CHARGES	145'082.20	121'614.27	148'318.00
Résultat (+ bénéfice / - perte)	-14'172.00	-22'079.87	-22'918.00

¹ Les cadeaux de départ du personnel n'avaient pas été budgétés en 2013.

² La part du remboursement de l'assurance maternité relative à décembre 2012 avait été comptabilisée par erreur, à double, dans le budget 2013.

³ Les frais de publipostage pour un total de 1'500 frs environ avaient été budgétés sous frais d'impression. Ils sont ventilés dans les comptes sous « Envois en nombre » et « Envoi publications ».